

La presse régionale face au savoir scientifique et technique

Toulouse, technopole du Midi et siège d'un quotidien régional prestigieux, ne pouvait que voir se développer des relations importantes entre savoir scientifique et information du public. Ces relations, pas plus qu'ailleurs, ne vont de soi. Le journaliste s'efforce d'accéder à l'expertise, ce qui n'est pas toujours simple, comme l'a démontré, entre autres, la catastrophe d'AZF.

par **Jean-Jacques ROUCH**, *La Dépêche du Midi*

La diffusion de l'information scientifique et, plus largement, de la « culture » scientifique, apparaît désormais comme un impératif majeur pour les médias. Longtemps cantonnés à la seule « relation » des faits et des découvertes, ils doivent aujourd'hui, au-delà des simples constats, prendre en considération une demande nouvelle, celle de la « compréhension » des phénomènes et de leurs applications.

Certes, on peut voir là le résultat réjouissant de l'élévation constante du niveau des connaissances et des compétences de la société moderne.

Mais si cet « appétit » conduit à une sorte de fascination devant les avancées considérables (et rapides) de la recherche scientifique, il est également générateur d'inquiétude face à ce qui est, à l'inverse, saisi comme un « emballement » de l'aventure scientifique « difficile à suivre, voire périlleux ». Cette inquiétude peut d'autant plus aller jusqu'à un rejet quasi dogmatique « *qu'autrefois* », fait remarquer Alain Costes, ancien Directeur de la technologie au ministère de la Recherche, « *les activités de recherche touchaient la société d'une manière globale (nucléaire), alors qu'elles touchent aujourd'hui le citoyen au sens individuel du terme (OGM, sciences du vivant...), d'ou son intérêt, mais aussi ses angoisses* ».

Dans ce contexte diffus et souvent contradictoire, les médias sont interpellés par leurs lecteurs sur un double terrain : celui du « faire savoir » ce qui se passe dans les laboratoires et aussi celui du « à quoi cela peut-il bien nous servir ? » Avec une précision, attendue : « n'est-ce pas dangereux, pour ma santé ? ».

Ces questions, volontairement posées ici de façon schématique, sont celles du citoyen conscient (ou pas) d'une dualité nouvelle : il est à la fois « consommateur heureux » de produits directement issus de la recherche et, de ce point de vue, en appétit d'« en savoir plus » dans une série de domaines qui rendent meilleur son quotidien : médecine, chimie, électronique, informatique, téléphonie, biotechnologies, nanotechnologies... Mais, dans le même temps, le même citoyen se montre de plus en plus « critique » à l'égard de domaines précis, qu'il considère comme autant de « dangereux et hasardeux débordements » : OGM, nucléaire, nanotechnologies, embryons...

Les médias, contraints de prendre en compte ces éléments *a priori* divergents, doivent développer en conséquence une nouvelle forme de pédagogie, éminemment délicate et difficile à pratiquer, dès lors qu'ils exercent leurs influences en dehors de la sphère spécialisée.

LE CAS DE « LA DÉPÊCHE », À TOULOUSE

C'est le cas de la presse quotidienne régionale [PQR], la plus lue, en France (75 % des journaux vendus dans l'Hexagone chaque jour), dont les maîtres mots demeurent les notions de « généralisme » et de « proximité ». Le premier point est aisé à comprendre, tant il est une « définition » de la PQR. Le second est plus complexe car, « proximité » des lecteurs, « proximité » des préoccupa-

tions majeures, «proximité» de la plupart de ses sources d'information – le terme apparaît dans tous les segments de la réflexion rédactionnelle et des missions d'information que s'assigne la presse quotidienne régionale.

En conséquence, comme tout bon pédagogue – si elle veut être efficiente – cette forme particulière de la presse doit avant tout s'adresser à ses lecteurs... en les connaissant bien. En sachant ce qui peut motiver leur intérêt, susciter leur attention. Bref, elle se doit d'être en communion avec eux, de façon à ce que l'information délivrée ne soit pas seulement parcourue, mais véritablement captée. Et qu'elle devienne ainsi élément (aliment) de débat et source de réflexion.

Dans ce cadre, la ligne éditoriale de *La Dépêche du Midi*, à Toulouse, est typique (et, à bien des égards, exemplaire) de cette relation à la fois directe et complexe que cette forme de média a su établir avec son lectorat et sa région d'ancrage. Fondée en 1870 (c'est le plus ancien quotidien français, avec *Le Figaro*) afin, dans un premier temps, de renseigner les Toulousains sur l'évolution d'une guerre lointaine (les soldats occitans sont partis sur le front de l'Est), ce journal a très vite compris qu'il ne pouvait pas, compte tenu des ambitions politiques, économiques et culturelles qu'il nourrissait pour sa région, se cantonner au rôle de simple témoin de ses évolutions. Mais bien en être aussi un acteur. Si ce n'est, parfois, le moteur. Cette attitude constante lui vaudra sa réputation d'«engagement».

En terme politique, certes, option aisément perceptible. Mais aussi, lors des grandes heures de la formidable mutation de Toulouse. Ce sont, au début des années 1930, des pages entières pour inviter les lecteurs à découvrir et à fréquenter les nouveaux équipements dont se dote la ville (bibliothèques, parcs sportifs, piscines, bains-douches...) afin de secouer – enfin ! – sa douce torpeur de vieille ville de Parlement. Ce sont ces longues colonnes mises à disposition des réfugiés de la Guerre d'Espagne, qui recherchent leurs familles, perdues dans la tourmente de l'exode durant l'hiver 1939. En fait, *La Dépêche* veut en permanence «coller» à la réalité et aux enjeux de «sa» terre et de «son» lectorat. C'est dans cette perspective qu'il faut précisément analyser son rapport avec la recherche et les chercheurs.

L'aventure remonte aux années 1960, avec, comme pivot central, la construction du Concorde dans les ateliers de ce qui n'est pas encore Airbus. Cette immense avancée technologique flatte l'orgueil des ouvriers qui, dans un passé très récent, ont fait la gloire de Dewoitine, de Latécoère ou de Breguet. Et elle fait découvrir aux Toulousains l'extraordinaire qualité de ses bureaux d'études qui, au-delà de la seule mécanique, mettent soudain au service de l'aéronautique ces sciences mathématiques auxquelles la ville, traditionnellement tournée vers les sciences humaines et sociales, n'avait, jusque-là, accordé que (très) peu d'importance.

Pour mieux comprendre «ce qui est en train de se passer», *La Dépêche* mobilise alors un journaliste à temps complet, pour suivre cette révolution et la faire partager au grand public. Le ton est donné, et il deviendra un

véritable mot d'ordre lorsque, sous l'impulsion de grandes figures régionales (souvent des chercheurs, d'ailleurs), comme le professeur Jean Lagasse, viendront s'installer à Toulouse les grandes entreprises vouées aux sciences modernes (celles de l'Ingénieur en particulier). Et leurs indispensables corollaires ; les partenariats entre laboratoires de recherche publique et privée. C'est l'époque de l'arrivée, à Toulouse, de Motorola et de Siemens.

Le simple fait que «cela crée des emplois» a déclenché dans la ville un véritable appétit, qui va bien au-delà du seul constat pratique : il s'agit désormais d'une exigence intellectuelle et culturelle (on le verra, ensuite, avec le succès populaire du Salon international des techniques du futur), à laquelle la presse se doit de répondre, après l'avoir suscitée.

DEUX MONDES / DEUX LANGAGES : À RAPPROCHER !

A *La Dépêche*, la question se pose alors, très vite, des «sources d'information». La vérité oblige à dire que dans un premier temps, elles ont quasi exclusivement reposé sur les «amis» du journal. Sur les relations familiales ou amicales qui existent entre deux individualités – sur, par exemple, les liens personnels que tel journaliste entretient avec tel chercheur avec lequel il était au lycée ou à la fac. Ce «système D», bien qu'empirique et ponctuel, a très bien fonctionné, et il a permis de grandes avancées. En tout cas, il a pallié en partie le cruel manque de «confiance» qui séparait les deux mondes. C'est d'ailleurs sur ce socle de départ que se sont constitués, peu à peu, les réseaux d'aujourd'hui, plus «structurés». Les chercheurs qui ont à «faire savoir» ont appris à connaître le nom de «celui ou ceux qui seront intéressés». Sans parler de journalistes véritablement spécialisés, une rencontre avec eux «à froid», c'est-à-dire sans enjeu et hors de toute pression de médiatisation immédiate, un article publié à propos d'un autre laboratoire et dans lequel on a reconnu une «certaine fidélité vis-à-vis de l'essentiel», tout cela les a identifiés comme des «interlocuteurs valables». Pour en arriver là, il aura fallu aux deux partenaires un peu d'audace, pour franchir les obstacles qui les séparaient. Et accepter enfin de dialoguer avec cet «autre», qui utilise un verbe différent du sien propre.

Car il faut préciser ici que ni le langage, ni le temps du chercheur ne sont ceux du journaliste. Le premier est, par nature, «patient, spécialisé et complet», le second est, par obligation, «pressé, généraliste et contraint au raccourci». Bref, tout les éloigne, en apparence. Alors que, dans le respect des missions de chacun, confrontées à des intérêts communs et convergents, tout devrait les rapprocher, si l'on veut bien prendre en compte la proximité des méthodes de travail : investigation, information, validation, questionnement, obligation de rigueur dans les restitutions...

Deux autres freins à la « communication » peuvent être notés. Le premier tient à la vieille conception latine de la vulgarisation. Dans nos cultures, ce terme équivaut à celui de « vulgaire », donc à celui de « dévalorisation ». Un paradoxe, quand il s'agit, au contraire, de mettre tout en œuvre pour... valoriser. Par ailleurs, dans la « synthèse intelligible par tous » que doit obligatoirement faire le journaliste, le chercheur peut légitimement craindre la vérification de la maxime italienne *traduttore, traditore* (traducteur = traître).

Le second frein tient à l'organisation humaine de la plupart des laboratoires. Combien de chercheurs – pourtant désireux de nous « faire savoir » – n'en ont-ils pas été empêchés, par crainte des railleries, voire des jalousies, de leurs chefs ou de leurs collègues ? La photographie du chercheur, dans son lieu de travail, et le texte naturellement laudateur, sont encore trop souvent vécus par les autres comme « une starisation ridicule ». Et ils ont parfois eu pour conséquence une « mise à l'écart » de celui qui avait osé enfreindre la conception vétuste d'une « recherche humble, solitaire, isolée et discrète ».

De son côté, le journaliste doit être attentif à ne pas se faire « parfumer », pour reprendre un terme de son jargon, par un labo ou un chercheur en mal de médiatisation. Pour éviter cette instrumentalisation – toujours possible – pour contourner ce risque toujours latent dans la recherche de l'information inédite (insolite ?), le recours constant à un groupe d'« experts » connus et reconnus, le plus varié possible, constitue le plus sûr rempart.

LA « VERTUEUSE OBLIGATION » D'UNE RELATION DIRECTE

Ces éléments « contrariants », souvent conjugués entre eux, ont parfois eu des effets regrettables. On en a vu une illustration lors du mouvement de revendication des chercheurs, où les plaignants ont souvent eu, même à Toulouse, l'impression d'être « découverts » pour la première fois par une ville passionnée par la recherche, mais ignorant ses chercheurs, alors même qu'ils y travaillent et y vivent en grand nombre (30 000, en comptant les enseignants-chercheurs des universités).

Un autre exemple fâcheux a marqué la dramatique explosion de l'usine AZF, le 21 septembre 2001 : il aura fallu attendre près d'une semaine, alors que les associations demandant la suppression de la chimie à Toulouse se déchaînaient, pour pouvoir enfin lire dans la presse

locale le point de vue d'un chimiste. Il aura fallu à l'auteur de ces lignes des heures de discussions préalables (et insistantes) avec d'éminents chercheurs heureusement rencontrés et connus « avant », pour enfin recueillir leurs paroles. Certes, on peut comprendre la stupeur, l'abattement et la prudence des chercheurs toulousains, face à la gravité de la situation ainsi créée (31 morts, des milliers de blessés et des dégâts considérables). Mais on peut regretter, aussi, dans l'intérêt même de la science (et de l'industrie qui en est issue) que le silence des « spécialistes » ait duré si longtemps, faisant ainsi le lit, hélas, des interprétations de ceux qui, à l'appui de leurs thèses, ont voulu y voir un « aveu de culpabilité ».

Aujourd'hui, le temps ayant fourni ses leçons, et les nécessités de la communication se faisant de plus en plus pressantes, de tels errements disparaissent peu à peu. La plupart des grands organismes de recherche se sont dotés de cellules de communication, ou ont fait appel à des agences spécialisées. Ce sont là d'excellents outils, en termes de mise en alerte sur un sujet ou sur une voie de recherche. Mais elles ne sauraient se substituer à la réalité tangible du chercheur et de son projet. Le rapport direct entre le journaliste et le chercheur dans son laboratoire est – et demeure – essentiel. En effet, l'information de proximité – répétons ce terme – ne peut se limiter au seul communiqué froid et impersonnel. Pour la PQR, qui écrit pour sa ville et sa région, le chercheur et son travail appartiennent aussi à ce cadre, et ils doivent être inscrits dans ces dimensions. Cette « incarnation » est un gage non seulement d'authenticité, mais aussi d'efficacité du message de vulgarisation – facteur que ni le chercheur, ni le journaliste, ne doivent oublier.

D'autant que l'actualité est riche. Et promet de forts développements, dont il faudra rendre compte au public, si l'on souhaite qu'il adhère vraiment aux réflexions et aux projets scientifiques. Tout particulièrement à Toulouse et en Midi-Pyrénées, où, avec ses deux pôles de compétitivité (aéronautique et lutte contre le cancer), ses deux Réseaux thématiques de recherche avancée (économie et aéronautique), son PRES (Pôle de recherche et d'enseignement supérieur) qui vient rassembler la puissance de feu de la seconde université de France (110 000 étudiants), avec ses trois instituts Carnot (LAAS-CNRS, Cirimat, Ecole des Mines d'Albi), ses trois fondations nationales de recherche (aéronautique, sécurité industrielle, InNaBioSanté), jamais la relation entre la recherche et les médias n'aura été d'une telle « vertueuse obligation ».